

Appel à communication
Journée d'étude « Commerces et citoyennetés dans les espaces ruraux : structures, gouvernances et ruralités contemporaines »



Date : Jeudi 16 octobre 2025

Lieu : Laboratoire d'Études Rurales, Université Lumière Lyon 2

Résumé : Les études en sciences humaines et sociales portant sur les commerces ruraux se sont longtemps intéressées à ces structures du point de vue des circulations entre l'urbain et le rural, participant à brouiller la spécificité des études rurales. Cette journée d'étude propose de remettre les habitants au cœur de la fabrique des commerces de proximité dans les campagnes en interrogeant les formes de l'engagement citoyen et les effets de ces innovations sociales et économiques sur les territoires ruraux et leur développement. Il s'agit d'interroger comment les commerces alternatifs recomposent les solidarités, les inégalités et le vivre ensemble au village par le bas, se faisant des laboratoires des ruralités contemporaines.

Annonce :

Les études en sciences humaines et sociales portant sur les commerces dans les espaces ruraux ont longtemps abordé ces structures sous deux angles principaux. D'un côté, le déclin démographique des zones rurales et la multiplication des grandes surfaces dans le périurbain et aux abords des campagnes depuis les années 1980 ont entraîné le déclin des services de proximité dans les villages et les bourgs ruraux (Soumagne, 2002; Chaze, 2017; Pouzenc, Michaël, 2018). De l'autre côté, certains types de commerces résistent et demeurent des centralités locales structurantes pour les liens sociaux comme les débits de boissons (Cahagne, 2015). Étudiés par les géographes et les économistes sous l'angle de l'accessibilité et de la circulation des richesses sur les territoires, les commerces sont des lieux révélateurs de l'hybridité des populations et des pratiques, entre ville et campagne, entre urbanité et ruralité (González Cabañas et Pouzenc, 2014; Pouzenc et Navereau, 2016). La mise en évidence de ces permanences par des études transversales a longtemps contribué au brouillage de la particularité des études rurales, aujourd'hui réaffirmée par de nombreux chercheurs. Les espaces ruraux et périurbains sont des lieux d'innovations spécifiques, adaptées aux contraintes et aux ressources de ces territoires bien souvent caractérisés par la faible densité relative et la dispersion de l'habitat, des marchés de consommation réduits et la distance à parcourir pour accéder à différents services. On s'intéresse ici aux commerces présents dans les ruralités, prenant place dans les villages – premier niveau de groupement de l'habitat rural – mais aussi dans les bourgs, en tant que petites centralités locales rassemblant les commerces élémentaires et les services structurants des territoires ruraux (Paumelle, 2022).

Depuis les années 2000, le renouveau des dynamiques commerciales rurales est principalement étudié sous l'angle de deux acteurs : les habitants et les pouvoirs publics. Pour les premiers, ce sont

les stratégies d'adaptation mises en place par les petits commerçants pour s'adapter aux marchés ruraux et assurer des services de proximité qui ont été mises en lumière, en particulier autour de l'itinérance - épicerie ambulantes, marchés – et du recours à la technologie dans le libre-service (dépôt de pain, distributeurs automatiques de pizza, etc.) (Navarro, 2017; Massal, 2018). Pour les seconds, les recherches se sont intéressées au rôle des pouvoirs publics dans la construction de nouvelles pratiques et représentations des territoires ruraux à travers la transformation des modes de commercialisation et de consommation par la labellisation (alimentation, artisanat, culture, tourisme), vectrice d'identité territoriales (Delfosse, 2011). Les études ont éclairé la recomposition des circuits d'approvisionnement de proximité, mettant en avant le rôle des circuits courts et des politiques publiques dans l'accessibilité à l'alimentation pour différentes classes sociales (Richard et al., 2014; Ferrand, 2021; Néel et al., 2023). À l'échelle locale, les efforts contrastés des collectivités et des élus locaux ont particulièrement été soulignés (Graby et al., 2024), tandis que se multiplient les appels à renforcer la dimension interterritoriale des différents programmes menés par les politiques publiques à aux échelles nationales et européennes (Bouroullec-Machado et Wallet, 2023). Tous ces travaux ont pour point commun de montrer la diversification des acteurs impliqués dans la réinvention des commerces, soulignant l'enjeu politique que représente l'accès aux services en général, et à l'alimentation en particulier dans les espaces ruraux et périurbains.

Dans les études portant sur la relocalisation de l'alimentation les circuits-courts et les commerces de détail et de services tiennent une place de premier plan (épicerie, cantines, restaurants), ainsi que les petites industries locales (Baritoux et Billion, 2018). Tout un pan de la littérature appréhende le continuum urbain-rural comme un vecteur de circulation des idées et d'hybridation des pratiques à l'origine d'un renouvellement des formes des structures commerciales et de leur gouvernance dans le monde rural, à l'image des supermarchés coopératifs qui s'essaient en épicerie participatives (Grassart, 2023; Barbier et Crague, 2025). Si la mutualisation des services en milieu rural est ancienne (dépôts de journaux et de pain, vente de cigarettes) de nouvelles structures voient le jour, au fonctionnement souple et aux contours flous, comme les bars associatifs, les recycleries, les épicerie participatives ou encore les tiers-lieux. Si certaines sont nées en ville et ont été portées dans le rural par d'anciens urbains, d'autres initiatives éclosent au sein même des collectifs d'habitants. Dans tous les cas, elles sont des laboratoires des ruralités contemporaines. Avec un regard critique et des préconisations, les chercheurs analysent les formes de mutualisation des services et les expérimentations démocratiques qui prennent place dans ces nouvelles structures. Elles sont des espaces au cœur de la fabrique de nouveaux modes de développement rural local depuis les habitants (Richez-Battesti et al., 2024). Accélérée par la mise en avant pendant les confinements liés au Covid-19 de la nécessité de maintenir des services de proximité dans les espaces ruraux, la transition des territoires ruraux est désormais relocalisée et envisagée par le bas dans tous les domaines, comme l'alimentation, l'industrie, l'artisanat ou encore les services. Les pratiques de participation citoyenne se développent, tâtonnant dans la mise en place des modes de gouvernances plus horizontaux. Les commerces dans les espaces ruraux deviennent ainsi des lieux d'innovations sociales et économiques, où l'on cherche et teste activement des solutions face à des enjeux sociaux comme les inégalités, la précarité ou le manque d'accès à la culture (Idelon, 2022; Delfosse, 2024). On peut ici citer les réflexions en cours autour de l'économie solidaire et sociale (ESS) et de l'engagement citoyen, ainsi que les expériences de mise en place d'une Sécurité Sociale de l'Alimentation (SSA) dans plusieurs territoires (Occitanie, Provence, Bordelais) (Loudiyi et al., 2022; Cohen, 2024).

Ces dernières années les subventions et les fonds de développement aux échelles locales, nationales et européennes qui soutiennent des projets d'initiatives citoyennes visant à revitaliser l'accès aux services et à une alimentation saine et durable dans les espaces ruraux se multiplient. De même, le spectre des instances politiques et associatives impliquées dans ces projets s'élargit et se consolide, de l'Association des maires ruraux de France au programme Petites Villes de Demain piloté par l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires et inclus dans le programme France-Ruralités à la montée en puissance des Groupes d'Action Locale (GAL). Dans la sphère publique, les initiatives citoyennes sont de plus en plus visibles. Au printemps 2025, *Villages Magazine* consacre un numéro aux épiceries participatives, tandis que les organisations œuvrant pour remettre des commerces au cœur des villages comme les associations Bouge ton Coq, 1000 cafés ou encore la coopérative Villages Vivants sont de plus en plus médiatisées. Pour autant, les travaux en sciences sociales s'intéressant aux mécanismes de l'engagement citoyen dans les commerces ruraux et leurs effets sur les structures sociales locales sont encore trop peu nombreux. Ces journées d'études visent à interroger, dans une approche pluridisciplinaire, les trajectoires des commerces et des espaces ruraux dans lesquels prennent place des formes de participation citoyenne. Notre acceptation du terme de citoyenneté est large, et ne se réfère pas uniquement à l'engagement bénévole des habitants locaux. Nous nous intéressons aux structures socialement et économiquement innovantes dans leur diversité, prenant en compte les formes hybrides mélangeant salariat et bénévolat, mais aussi des formes entrepreneuriales plus classiques fonctionnant autour de l'économie solidaire et sociale. Il s'agira d'interroger la fabrique des territoires ruraux contemporains par le bas, mais aussi dans les relations avec les institutions. Nous souhaitons également interroger les rapports de pouvoir qui se déploient et se (re)négocient dans la mise en place de nouvelles formes de gouvernances à l'échelle locale. Nous faisons l'hypothèse que les acteurs institutionnels s'appuient sur l'engagement citoyen pour alimenter la fabrique des territoires ruraux contemporains. Les communications s'interrogeant sur les dynamiques de construction de la citoyenneté, des modes de gouvernance et des formes des structures sont particulièrement encouragées. Nous souhaitons également questionner les trajectoires des lieux et des acteurs du commerce et des effets de ces structures sur les espaces locaux, entre représentations, solidarités, rapports de classe, changement des pratiques alimentaires, relocalisation des circuits d'approvisionnement et accessibilité à l'alimentation et aux services en milieu rural. Enfin, nous aimerions interroger les systèmes de valeurs mobilisés dans ces initiatives et ce qu'ils disent d'un mode d'habiter la ruralité en évolution dans un contexte de crises multiples (santé, économie, changements globaux, etc.)

Pour se faire, trois axes sont proposés pour les communications. Les propositions de toutes disciplines des sciences humaines et sociales sont bienvenues. De même, les communications proposant des approches comparées ou une réflexion sur la méthodologie de la recherche sont attendues. Tous types d'échelles et de terrain peuvent-être traités, ainsi que tous les domaines commerciaux (alimentation, industrie, artisanat, services).

Axe 1 : La fabrique des commerces : hybridations et diversité des formes (acteurs, structures et engagement)

Les communications s'intéresseront à la fabrique des commerces par les citoyens. Dans les espaces ruraux, la question de la rentabilité des projets est un enjeu essentiel. Alors que dans le milieu rural

les commerces sont bien souvent touchés par les faillites ou le *turn over* des propriétaires, de nouvelles formes entrepreneuriales et structures originales essaient : épiceries participatives, cafés associatifs, tiers-lieux, cantines collectives, etc. Comment l'implication collective des habitants permet-elle de réinventer de nouvelles formes de structures de proximité ? Cela a-t-il un impact sur leur capacité à durer dans le temps ? Cet axe souhaite interroger la diversité des formes possibles et expérimentées, du format associatif aux entreprises de l'économie solidaire et solidaire (SCOP, SCIC, SCI). Comment l'engagement bénévole permet-il de repenser le fonctionnement des commerces de proximité ? Qui s'engage ou pas ? Quelle place alors pour l'emploi salarié et avec quels moyens ? Il s'agit également d'interroger les types d'acteurs à l'œuvre dans la mise en place de systèmes et de structures innovantes, ainsi que les publics qu'elles touchent ou non. Derrière l'appellation large de citoyens, on retrouve bien souvent des élus locaux qui apportent un soutien aux projets de diverses manières : mise à disposition d'un local, emploi d'un salarié, etc. On pourra également questionner quels effets les financements nationaux, régionaux, départementaux, mais aussi européens (LEADER, GAL, etc.) ont sur les territoires et les projets. Il s'agit ainsi de décrire les acteurs à l'œuvre dans le renouvellement des formes du commerce dans les espaces ruraux, ainsi que les innovations en cours dans les domaines économique, juridique et social.

Axe 2 : Les commerces, laboratoires de nouvelles ruralités : succès, impasses et adaptations

Cet axe souhaite s'interroger sur les effets des commerces citoyens dans les zones rurales en trois temps. Premièrement au-delà des services qu'ils remettent au cœur des communes, ces nouveaux lieux sont des espaces de rencontre, au cœur de nouvelles sociabilités locales. On y apprend aussi à coopérer, renforçant ainsi les liens entre les habitants et créant de nouvelles centralités. Comment l'engagement citoyen, à travers la création de nouvelles structures de service locales, participe-t-il à remettre de la vie au village ? Comment ces espaces façonnent-ils les ruralités contemporaines ? Deuxièmement, les commerces « alternatifs » qui émergent dans les espaces ruraux sont bien souvent le lieu d'une réflexion sur l'alimentation. Presque tous favorisent les produits locaux et l'agriculture biologique, réactivant des circuits d'approvisionnement de proximité entre les espaces de production et de consommation. Toutefois, ces gammes de produits ne correspondent pas à tous les types de consommateurs. Comment alors trouver un équilibre entre engagement militant des porteurs de projets et consommateurs locaux modestes et/ou moins engagés afin de garantir la pérennité des projets ? En promouvant des modes de consommation différents de la grande distribution (produits frais, de saison, non transformés, visites à la ferme, dans les ateliers) comment ces structures participent-elles à changer les modes de consommation des habitants ? Troisièmement, les commerces prennent des formes variées : marchés de plein vent, itinérance, livraison ou encore e-commandes. En quoi ces formes répondent-elles aux contraintes spécifiques des territoires ruraux et périurbains ? Les initiatives citoyennes s'ancrent dans des lieux concrets et changent la trajectoire du bâti. Tandis que d'anciennes granges sont rénovées, des bâtiments sont réhabilités, d'anciens commerces sont transformés en tiers-lieux et des camions reprennent la route de l'itinérance. Qu'est-ce que ces nouveaux lieux disent des transformations sociales et économiques que connaissent les campagnes contemporaines ? Comment l'arrivée de nouveaux habitants, mais aussi les circulations villes-campagnes qu'expérimentent les ruraux, favorisent-elles les échanges d'idées, de modèles et de capitaux ? En quoi ces initiatives font-elles émerger de nouveaux horizons des possibles pour repenser les lieux qui font le rural ?

Axe 3 : La démocratie dans les structures collectives : solidarités et inégalités

Pour interroger les liens entre engagement citoyen et nouvelles formes du commerce en milieu rural, on peut s'intéresser aux formes de gouvernance à l'œuvre dans ces structures pensées et construites collectivement. Existe-t-il des spécificités de la mise en place de processus démocratiques liés à cette fonction commerciale ? Ou bien le commerce est-il un révélateur de processus plus généraux ? Comment s'organise la société civile pour capter des financements et mettre en œuvre un projet commun, parfois porté uniquement par des bénévoles ? En quoi ces structures sont-elles des laboratoires de la citoyenneté, expérimentant des formes de participation dépassant le stade de la simple concertation (Arnstein, 2024). Comment s'y forme et s'y transmet-il une culture de la démocratie à l'échelle locale ? Quelles sont les valeurs portées et comment se réalisent-elles concrètement ? Certains commerces solidaires par exemple mettent en place des grilles tarifaires en fonction du statut social des usagers (associations, sécurité sociale de l'alimentation.) Comment alors articuler solidarité et inégalités ? L'engagement citoyen est-il un réel outil d'*empowerment* pour les habitants, à l'origine d'un nouveau mode de développement des territoires ruraux par le bas ? Au sein des collectifs citoyens des rapports de pouvoir se rejouent entre élites locales au pouvoir et habitants ordinaires, mais aussi entre différentes classes sociales. Cet axe invite à interroger les rapports de domination dans les initiatives citoyennes dans une perspective intersectionnelle, en questionnant les mécanismes d'exclusion et d'inclusion à l'œuvre entre les différentes classes sociales, générations, genres, ainsi que vis-à-vis des populations considérées comme allochtones par les locaux (néo-ruraux, nouveaux habitants, étrangers, migrants).

Informations

Modalités de soumission :

Les propositions de communication comprendront un titre, un résumé d'environ 2500 caractères (espaces compris) ainsi qu'une brève présentation de l'intervenant·e (nom, prénom, situation actuelle, affiliations institutionnelles, discipline). Nous vous remercions de bien vouloir adresser vos propositions à l'adresse mail suivante : aa.lascaux@univ-lyon2.fr.

La date limite de soumission des communications est le **vendredi 4 juillet**. La réponse des communications sélectionnées sera transmise le 18 juillet.

Les travaux de jeunes chercheurs (doctorants, master), ainsi que ceux de chercheurs plus expérimentés sont les bienvenus.

La journée s'étude est organisée par le Laboratoire d'Études Rurales et se déroulera à l'Université Lumière Lyon 2, le **jeudi 16 octobre**.

Comité d'organisation :

Claire Delfosse, professeur des Universités, géographe, Laboratoire d'Études Rurales
Anne Lascaux, post-doctorante, géographe, Laboratoire d'Études Rurales
Laure Courret, ingénieure d'étude, géographe, Laboratoire d'Études Rurales

Comité scientifique :

Chantal Creen, anthropologue
Matthieu Delage, géographe
Noé Guiraud, économiste
Nicolas Lebrun, géographe
Laurent Rieutort, géographe

Bibliographie

Arnstein, Sherry (2024) Une échelle de la participation citoyenne, *Lien social et Politiques*, Lien social et Politiques, (92), p. 259-284.

Barbier, Carine et Crague, Gilles (2025) Proximité commerciale alimentaire en milieu rural : au-delà des alternatives à la grande distribution, le rôle structurant de l'espace géographique, *GéoProximités*, (5).

Baritoux, Virginie et Billion, Camille (2018) Rôle et place des détaillants et grossistes indépendants dans la relocalisation des systèmes alimentaires : perspectives de recherche, *Revue de l'organisation responsable*, ESKA, 13 (1). Économie, p. 17-28.

Bouroullec-Machado, Melise et Wallet, Frédéric (2023) Les rôles multiples des circuits courts alimentaires de proximité dans le programme LEADER : le cas des GAL d'Occitanie, *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, Armand Colin, (4) octobre, p. 523-549.

Cahagne, Nicolas (2015) *La ruralité au comptoir : une géographie sociale et culturelle des cafés ruraux bretons*, Thèse de doctorat. Rennes 2.

Chaze, Milhan (2017) Les petites villes : pôles commerciaux en déclin ou centralités d'avenir ?, *Territoire en mouvement. Revue de Géographie et d'Aménagement*, (33) janvier.

Cohen, Sarah (2024) Pour une sécurité sociale de l'alimentation, *L'Économie politique*, Alternatives économiques, 104 (4), p. 77-87.

Delfosse, Claire (2011) La patrimonialisation des produits dits de terroir, *Anthropology of food*, Anthropology of Food Webjournal, (8) mai.

Delfosse, Claire (2024) De nouveaux liens villes-campagne, en termes de culture : la fin d'un antagonisme ?, *Pour*, GREP, 249250 (2-3), p. 143-160.

Ferrand, Mathilde (2021) L'accès à l'alimentation des ruraux en situation de pauvreté. Dispositifs d'aide et stratégies individuelles dans la Communauté d'Agglomération du Bassin de Bourg-en-Bresse, *Pour*, GREP, 239 (1). Sociologie, p. 55-67.

González Cabañas, Alma Amalia et Pouzenc, Michaël (2014) Commerce et ruralité – Du commerce rural au commerce participant à la construction des ruralités, in Rennes, Presses Universitaires de Éd., *Le Commerce dans tous ses états*, p. 117-127.

Graby, Adeline, Madeline, Philippe et Pouzenc, Michaël (2024) La persévérance des collectivités locales pour maintenir le commerce en milieu rural : transitions ou permanences ?, *Bulletin de la Société Géographique de Liège*, 2 (83).

Grassart, Clotilde (2023) Les supermarchés coopératifs et participatifs, un modèle socio-productif émergent ?, *Revue de la régulation. Capitalisme, institutions, pouvoirs*, Association Recherche & Régulation, (34 | 1er semestre) juillet.

Idelon, Arnaud (2022) Le tiers-lieu, berceau des communs ou couteau suisse des communes ?, *NECTART*, Éditions de l'Attribut, 14 (1). Sociologie, p. 96-109.

Loudiyi, Salma, Margétic, Christine et Dumat, Camille (2022) Pour des transitions alimentaires ancrées dans les territoires : nouvelles questions et perspectives de recherches (Partie 2), *Géocarrefour*, Association des amis de la Revue de Géographie de Lyon, 96 (4).

Massal, Céline (2018) La fin des commerces de proximité dans les campagnes françaises ?, *Géoconfluences*.

Navarro, Aurore (2017) Les marchés de plein vent. Le cas des commerces de l'alimentation, *Ethnologie française*, Presses Universitaires de France, 47 (1). Économie, p. 111-120.

Néel, Claire, Perrin, Coline et Soulard, Christophe-Toussaint (2023) Construire un projet alimentaire territorial en milieu rural : enjeux et spécificités dans deux pays de l'Hérault, *Annales de géographie*, Armand Colin, 749750 (1), p. 14-37.

Paumelle, Anton (2022) Bourg, *HyperGeo*

Pouzenc, Michaël (2018) *Commerce et ruralité. La « renaissance rurale » d'un siècle à l'autre ?*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, 192 p.

Pouzenc, Michaël et Navereau, Brice (2016) Perceptions et représentations du commerce, *Bulletin de la Société Géographique de Liège*, Société Géographique de Liège (Géographie du Commerce), 1 (66), p. 89-93.

Richard, Frédéric, Chevallier, Marius, Dellier, Julien et Lagarde, Vincent (2014) Circuits courts agroalimentaires de proximité en Limousin : performance économique et processus de gentrification rurale, *Norois. Environnement, aménagement, société*, Presses universitaires de Rennes, (230) juin, p. 21-39.

Richez-Battesti, Nadine, Maisonnasse, Julien et Besson, Raphaël (2024) Le tiers-lieu comme trajectoire territorialisée d'innovation sociale : le cas d'un territoire rural, *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, Armand Colin, (2) mai, p. 257-278.

Soumagne, Jean (2002) *Commerce et espaces fragiles : essai sur la revitalisation du commerce en milieu urbain et rural*, Créteil, CERAC, 200 p.